

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 107 24 mai 2006

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- **L'actualité d'un plan d'urgence sociale et démocratique et la nécessaire clarification du débat sur la " charte antilibérale "**
- **70^{ème} anniversaire des grèves de mai-juin 1936, la gauche et la mythologie du Front populaire**
- **Discussion autour du manifeste : Critiquer la marchandisation du monde, c'est faire la critique du salariat**

L'actualité d'un plan d'urgence sociale et démocratique et la nécessaire clarification du débat sur la " charte antilibérale "

La période ouverte en 1995 avec les grèves contre le plan Juppé et les 5 % en faveur du " Plan d'urgence " défendu par Arlette Laguiller est loin d'être terminée, comme l'ont rappelé récemment encore la lutte contre le CPE et le refus exprimé un an plus tôt de la constitution libérale. Plus que jamais, dans la rue et dans les urnes, une fraction importante du monde du travail cherche à exprimer sa résistance aux attaques du patronat, tout en marquant à diverses occasions sa défiance envers les partis de la gauche gouvernementale, PCF inclus.

Cette période est riche de possibilités pour les révolutionnaires. Elle est cependant ponctuée d'échecs dans les luttes, de reflux et de résurgence des illusions électorales dans la gauche gouvernementale. Ces difficultés soulignent les nouvelles responsabilités de l'extrême-gauche, et nécessite de redéfinir l'actualité d'une démarche transitoire.

Après des années au cours desquelles la référence au " Programme de transition " a surtout servi de drapeau identitaire, il est à nouveau possible pour les révolutionnaires de lier de manière moins abstraite les revendications immédiates, le rejet des " excès " du capitalisme et le refus de toutes les politiques visant à démanteler les acquis du monde du travail, à une conscience plus claire que cela ne peut se faire qu'au travers des luttes menées jusqu'au bout, mettant en cause le droit de la classe capitaliste à diriger la société.

La chute du stalinisme et l'adaptation croissante de la social-démocratie aux politiques libérales nous ouvrent de nouvelles opportunités, tout en nous obligeant à prendre en compte des attentes qui sont nécessairement confuses et contradictoires dans le contexte actuel, et pour lesquelles une clarification entre réforme et révolution ne se fera que très progressivement. Le plan d'urgence social et démocratique défendu

par la LCR s'inscrit dans ce contexte bien particulier où des éléments de renouveau du mouvement ouvrier coexistent avec le poids des illusions et les échecs du passé. Mais la question est désormais posée à l'échelle de masse.

Le plan d'urgence sociale et démocratique que nous voulons défendre n'a pas pour vocation à être un outil de propagande destiné à nous délimiter et à recruter à l'ombre des grands partis traditionnels. Le temps de petites organisations d'extrême-gauche qui n'existent qu'en se démarquant des autres est révolu. La défense d'un plan d'urgence sociale et démocratique est plus que jamais indissolublement liée à la perspective de jeter les bases d'une nouvelles force qui rassemble largement au delà des seules forces de l'extrême-gauche, un parti des travailleurs, parti pour les luttes aujourd'hui et parti pour le pouvoir des travailleurs demain.

Mais si ce plan d'urgence est destiné à faire réellement des pas en avant sur le terrain de l'anticapitalisme, cela suppose pour le moins quelques clarifications lorsqu'on discute par ailleurs d'une "Charte antilibérale" avec des partis réformistes, en laissant ouvertes... bien des ambiguïtés.

Le plan d'urgence : articuler des mesures de nature différente

Le choix d'un plan d'urgence, c'est d'abord celui de répondre aux attentes immédiates de la population et du monde du travail : une augmentation générale des salaires et des minima sociaux de 300 euros ; une allocation d'autonomie de 800 euros pour les jeunes en formation ; la gratuité des soins et le retour à une retraite décente après 37,5 années de cotisation ; la régularisation de tous les sans papiers et l'égalité des droits entre français et immigrés ; ou l'arrêt du nucléaire et des plantations OGM pour ne prendre que quelques exemples.

Mais au centre de toutes les préoccupations, il y a la question du chômage et de la précarité. Celle-ci impose d'ores et déjà bien plus qu'une autre répartition des richesses. Elle touche à la question même de la propriété et de savoir qui décide dans l'entreprise. Fouettés par la concurrence, les capitalistes ont beau jeu de rétorquer que leurs profits ne sont jamais assez élevés. C'est sans doute vrai d'une certaine manière, comme il est vrai que la lutte contre le chômage n'a rien de réaliste non plus d'un strict point de vue économique.

C'est une toute autre logique qu'est amené à défendre le monde du travail au nom du droit à l'existence : cela passe par des mesures qui ont nécessairement un caractère anticapitaliste et posent de fait la question du pouvoir. Il n'y aura pas de lutte contre le chômage un peu sérieuse qui ne mette pas au centre de ses revendications l'interdiction des licenciements, et donc la réquisition des entreprises qui licencient à commencer par celles qui font du profit, l'ouverture des livres de comptes, ainsi que des mesures d'autodéfense des organisations ouvrières sans lesquelles ces objectifs sont destinés à rester des songes creux.

Même la lutte pour revenir sur les privatisations antérieures ne sera pas un simple retour en arrière. L'exemple des télécom le montre amplement. Pour reconstruire un service public dans le domaine des télécommunications, il ne suffira pas de nationaliser France Telecom. Cela ne changera strictement rien si il n'y a pas la redéfinition d'un monopole de services public, sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui exclut la concurrence des autres opérateurs en France et en Europe et élargit du même coup le champ des revendications.

Cette incursion dans la propriété capitaliste grâce à la mobilisation et à l'organisation des salariés pour ôter le pouvoir absolu des capitalistes sur l'économie passe également par la mise en œuvre de mesures démocratiques qui peuvent être bien sûr la rupture avec les institutions de la V^e République mais qui passent également par la mise en place de nouvelles formes de pouvoir dans les entreprises et sur tout le territoire qui permettent aux travailleurs et à l'ensemble des classes populaires d'exercer leur contrôle sur l'économie, la société et l'Etat.

Un tel plan d'urgence n'a rien d'arbitraire ou de maximaliste. Il est difficile de s'attaquer aujourd'hui aux profits capitalistes sans prendre des positions qui permettent de changer un tant soit peu durablement le rapport de force entre les classes. Même des mesures comme l'augmentation générale des salaires ou le retour de l'impôt sur les sociétés au niveau où cet impôt existait à l'époque de Giscard seraient vite confrontées aux problèmes d'une hausse générale des prix et à la fuite des capitaux, et donc au problème du contrôle des travailleurs sur les rouages de l'économie et de l'Etat.

Ces mesures ont leur cohérence. On peut bien sûr en populariser quelques unes dans une campagne

électorale. Mais le plan d'urgence n'est pas un programme électoral, pas plus que les élections ne sont pour les révolutionnaires le moyen de construire sur ce terrain un débouché politique. Le plan d'urgence dans une campagne électorale doit permettre au monde du travail de s'en emparer pour l'imposer grâce aux luttes. Et c'est en exerçant son droit de contrôle sur la marche de la société et sur l'Etat que la classe ouvrière commencera non seulement à changer le rapport de force mais à construire réellement un débouché politique à ses luttes.

La charte antilibérale : les faux nez du réformisme

Le projet de "Charte antilibérale" qui a commencé à être discuté dans le cadre des comités issus de la campagne du 29 mai est resté bien loin de cette démarche. Elle s'y oppose même par bien des aspects.

Le document n'est certes pas sans intérêt. Il montre en tout cas qu'au delà des révolutionnaires, il y a aujourd'hui dans les rangs militants du mouvement ouvrier et de la gauche une certaine radicalité qui justifie à elle seule la poursuite des débats. Les luttes menées ensemble, même lorsqu'elles ont été perdues (par exemple sur les retraites), ne sont pas pour rien dans cette nouvelle convergence. Un grand nombre de revendications défendues ensemble dans la rue ont été reprises dans ce document.

Il y a pourtant, même à ce niveau, quelques mauvaises surprises. Ainsi, concernant les salaires, ne figure même pas la revendication des 300 euros. Il n'est pas non plus précisé si le SMIC à 1500 euros est calculé en brut ou en net (dans le premier cas, même un Fabius peut le revendiquer sans que le Medef ne crie au scandale...). Tout semble être fait en réalité pour s'adapter au programme du PCF qui sur ce point comme sur d'autres préfère garder le silence (voir Débat Militant n°95).

La principale difficulté réside autour de la question de l'emploi. Tout est fait pour contourner la revendication de l'interdiction des licenciements. Le document parle certes d'interdire les "licenciements boursiers". Mais la formule n'a aucun sens : dans l'enchevêtrement actuel des prises de participation entre filiale et entreprises sous-traitantes, il n'y a aucune difficulté à faire apparaître sur le plan comptable un déficit ou un excédent selon les besoins. Quant au "droit de veto suspensif", il existe déjà en réalité pour les Comités d'entreprise : c'est la possibilité pendant un certain temps de faire appel à un expert pour contester le bien fondé d'un licenciement collectif. Mais c'est le patron qui décide. Il est toujours possible pour les syndicalistes de gagner un peu de temps pour organiser la lutte, mais c'est le rapport de force à ce niveau qui tranchera exclusivement... Autant dire que tout cela est de la poudre aux yeux.

Toute la philosophie générale en réalité est destinée à fabriquer un catalogue de bonnes intentions au tranchant bien émoussé. Le libéralisme est présenté comme un "modèle" ou un "dogme", un choix politique possible parmi d'autres dans le cadre du capitalisme. Aucun lien n'est fait avec la crise du capitalisme, comme si la question se réduisait simplement à un problème de volonté politique... Aucune mesure par conséquent n'est destinée à remettre en cause le droit exclusif de la bourgeoisie à diriger la société. C'est même le contraire, puisque le document prend bien soin de préciser que toutes ces mesures ne mettront pas en danger l'économie...

La référence aux luttes n'est certes pas absente : "De tels objectifs se heurtent aux intérêts des forces et classes dominantes, ils susciteront leur résistance. Leur réalisation sera le résultat d'un mouvement continu articulant mobilisations sociales, débats citoyens et actions politiques". Mais c'est la nature même de cette articulation qui devrait être précisée : sous le gouvernement Jospin, le PCF s'est plu en effet à expliquer qu'il avait un pied au gouvernement et un pied dans la rue. Avant de conclure que si il n'avait pas pu faire pencher la balance du bon côté, c'est à cause des travailleurs qui ne s'étaient pas assez mobilisés...

Mais c'est justement là où le bâton blesse. "Bousculer les résistances" comme il est dit également à la fin du texte suppose un vrai programme pour les luttes. Depuis plus de dix ans, la combativité s'est quand même un peu manifestée. Mais à chaque fois, elle a été confrontée à l'inertie des directions syndicales et des appareils réformistes. Même la lutte contre le CPE a démontré à contrario à quel point il a fallu exercer une formidable pression à la base pour que ces appareils, par peur de perdre toute crédibilité, finissent par accompagner le mouvement plus loin qu'ils ne le souhaitaient au départ.

Pour contrer l'étouffoir des bureaucraties syndicales, l'organisation démocratique des travailleurs en lutte est une question incontournable. Cela devrait être un point d'orientation fondamental pour n'importe quel programme qui prétendrait défendre de façon un tant soit peu conséquente les intérêts du monde du travail.

Une clarification nécessaire

La question des candidatures unitaires antilibérales est bien sûr en grande partie déconnectée de cette discussion. Du côté des états-majors et de la direction du PCF en particulier, le seul horizon vraisemblable et réaliste est le ralliement à un gouvernement avec le PS. Ce sont les calculs électoraux qui dominent, et la référence à une “ charte antilibérale ” est tout juste un faux semblant destiné à être rapidement oublié.

Mais il n'en est pas de même pour bon nombre de militants avec lesquels nous menons la discussion dans le cadre des comités issus du 29 mai, débarrassés autant que possible de ces préoccupations électORALES qui les ont progressivement étouffés. Le développement de la crise sociale et politique ne manquera pas de donner toute son importance à ces débats.

Cette question doit pouvoir être traitée de manière conséquente. Si le point de départ des discussions peut se situer dans le refus de la contre-réforme libérale et de ses mesures, la construction d'une alternative, pour être efficace, implique nécessairement d'aller vers un affrontement avec les classes dominantes et avec le système capitaliste. Cela passe par une série de mesures qui mettent au centre de nos préoccupations l'objectif d'amener le monde du travail, au travers de ses luttes, à prendre des positions et à contrôler réellement la marche de l'économie, de la société et de l'Etat.

Cette préoccupation est encore aujourd'hui absente pour l'essentiel dans la charte antilibérale. Mais le débat reste ouvert...

Jean-François CABRAL

↑

70^{ème} anniversaire des grèves de mai-juin 1936, la gauche et la mythologie du Front populaire

Mai-juin 1936, une vague de grève sans précédent, avec occupation des usines, impose au patronat de nouveaux droits pour les salariés : augmentations de salaires, reconnaissance des délégués syndicaux, conventions collectives. Dans le même temps, un gouvernement de gauche est élu, le Front populaire, qui sous la pression du mouvement, adopte des lois réduisant le temps de travail, amenant les congés payés.

Son 70^{ème} anniversaire suscite bien des débats : quel lien entre lutte des travailleurs et gouvernement de gauche ? Quels rapports entre un front unique pour la lutte et une alliance électorale ? Finalement, comment poser la question du pouvoir pour la classe ouvrière ? Questions d'actualité.

Pour Georges Séguy¹, « *ce qui compte c'est le rassemblement, l'union de la gauche, fondée sur un pacte énumérant les réformes et les grandes orientations capables d'être approuvées et soutenues par le mouvement social, les syndicats, les associations et l'ensemble des forces progressistes. Dans des contextes différents, c'est la méthode qui a fait triompher le Front populaire il y a 70 ans.* »

Ce raisonnement, celui du retour à un « vrai réformisme », aujourd'hui l'antilibéralisme, qui s'appuierait sur les mobilisations pour imposer des concessions à la bourgeoisie, a été largement défendu dans les colonnes de *L'Humanité* à l'occasion de l'anniversaire de la victoire électorale du 3 mai 1936.

Ainsi est construite une vision mythique de l'histoire, confondant la grève générale avec occupation des usines et le gouvernement de Léon Blum, les mettant sur le même plan, comme s'il y avait eu communauté de vues et d'intérêts, comme si ce dernier avait été « *le débouché politique* » des luttes alors qu'il n'avait d'autre fonction que de les contenir pour préparer leur défaite.

La question mérite d'être posée de nouveau aujourd'hui, après les mobilisations de la jeunesse et des salariés, qui ont largement contribué à faire grandir la conscience que seule la lutte paie, mais qui posent aussi le problème du « débouché politique » pour ces luttes. Quelle peut-être la perspective politique pour ceux qui veulent mettre un coup d'arrêt à l'offensive patronale et gouvernementale ?

¹ Ancien secrétaire général de la CGT en 1968, tribune dans *l'Humanité* (17 mai 2006)

Revenir sur mai-juin 1936, se réapproprier les luttes de la classe ouvrière, en dégageant les faits de la mythologie qui dépossède les travailleurs de leur propre histoire, nous est utile pour y répondre.

« Front populaire », ou la confusion entre front unique ouvrier pour la lutte et union électorale

Après la crise internationale de 1929, le fascisme accumule les victoires, en Italie, en Allemagne, et partout le mouvement ouvrier est durement réprimé. La bourgeoisie fait payer la crise de son système aux travailleurs, par un recul terrible des conditions de vie, et par la répression pour l'imposer. « *Au capitalisme pourrissant, il ne reste d'autre issue que d'écraser le prolétariat* »² écrit Trotsky.

Pour les travailleurs, l'enjeu est de mettre un coup d'arrêt à cette barbarie et à la montée vers la guerre. Pour beaucoup, l'idée grandit qu'il vaut mieux l'affrontement, que le chômage et l'esclavage sous la botte fasciste. Les luttes se multiplient en Europe, en Asie, aux USA aussi, et dans les colonies. Les grèves de mai-juin 36 s'inscriront dans cette montée des luttes.

Elles trouvent leur origine dans les événements de février 1934, quand une offensive de milices fascistes d'anciens combattants menace de renverser la « *gueuse* », la république. « *La démocratie sentit soudain sur sa tempe le canon du revolver* »³. La classe ouvrière répond en imposant dans la rue le front unique contre le fascisme aux appareils syndicaux et politiques, en fusionnant les deux cortèges socialiste et communiste lors de la manifestation du 12 février.

C'est cette aspiration à l'unité, cette combativité, qui vont être dévoyées dans le cadre de l'accord de front populaire passé en 1935, que Trotsky résume en « *l'alliance du prolétariat et de la bourgeoisie impérialiste* »⁴.

Le programme du Front populaire fut celui des radicaux. Le PS présente Blum comme celui « *qui a su réviser ses idées en fonction des possibilités de l'action* »⁵. Duclos, dirigeant et homme de main de Staline au sein du PC, explique à l'époque : « *Ce n'est pas nous qui demanderons au gouvernement de gauche de détruire le régime capitaliste* ».

Ce programme, derrière le slogan « *le pain, la paix, la liberté* » (imitant les revendications du parti bolchevik pendant la Révolution russe « *le pain, la paix, la terre* »), n'était qu'un catalogue de revendications très modérées... Ni congés payés, ni semaine de 40 heures, ni augmentations de salaires que gagneront les travailleurs en grève !

On y retrouve la défense des libertés et du droit syndical. En guise d'anticolonialisme : « *enquête parlementaire sur la situation... dans les territoires d'outre-mer* ». Contre la guerre ? des phrases creuses comme « *l'appel à la collaboration des masses laborieuses pour le maintien de l'organisation de la paix* ». Sur le plan économique, le vieux raisonnement réformiste : « *restaurer le pouvoir d'achat des masses pour donner un nouvel essor à l'économie* », et un plan de grands travaux contre le chômage, s'inspirant de celui de Roosevelt aux USA.

Le Front populaire affirme sa confiance dans un capitalisme aménagé pour améliorer le sort des travailleurs, au moment même où ce système entraîne l'Europe et le monde vers la barbarie.

La victoire électorale du 3 mai montre une radicalisation des masses. Le Parti radical recule nettement. Le PC recueille 1,5 millions de voix, autant de suffrages pour le programme de la Révolution d'octobre 1917. Consciente de ce décalage, la direction du PC choisit de ne pas participer au gouvernement, préférant « *un ministérialisme des coulisses, dix fois pire que le ministérialisme ouvert et déclaré* »⁶. C'est une rupture dans l'histoire du PC, pour la 1^{ère} fois, il est associé à un gouvernement bourgeois.

Une vague de grève sans précédent

Impossible ici de raconter les mille et un faits de cette grève, qui démarre les 11 et 13 mai aux usines Bréguet du Havre et Latécoère à Toulouse, en réaction au licenciement de militants syndicaux, pour fait de grève le 1^{er} mai. Grèves massives, entraînant immédiatement la victoire par la réintégration des militants, et

² Léon Trotsky, *C'est au tour de la France ! Pour la Quatrième Internationale* (mars 1934)

³ Léon Trotsky, *La France à un tournant* (28 mars 1936)

⁴ Léon Trotsky, *L'heure de la décision approche* (18 décembre 1938)

⁵ Site internet du Parti socialiste, *Hommage à Blum*

⁶ Léon Trotsky, *L'étape décisive* (5 juin 1936)

la reprise du travail.

Le 14, c'est la première grève pour les salaires, avec occupation de l'usine Bloch à Courbevoie. Un accord est vite signé autour d'une petite augmentation et le travail reprend.

Le 24 mai, trois semaines après la victoire électorale du Front populaire, les tractations se poursuivent, le gouvernement n'est toujours pas en place. 600 000 personnes se retrouvent aux murs des Fédérés pour la commémoration de la Commune. En participant massivement à cette mobilisation clairement ouvrière, où en toute logique les radicaux sont absents, le Paris ouvrier exprime son désaveu de l'alliance électorale et prend conscience de sa force collective.

Les jours suivants, une déferlante entraîne les travailleurs de la métallurgie, puis toutes les catégories de salariés, la chimie, le textile, l'alimentation, les femmes de ménage, puis des catégories qui n'étaient jamais entrées en grève, ceux du commerce, des cinémas, les garçons coiffeurs, ceux de la restauration. La grève rebondit, marque des pauses, repart de plus belle. Des accords sont signés, aussitôt remis en cause pour obtenir plus.

Les occupations se généralisent, phénomène imprévu, nouveau, absolument pas dans la stratégie des organisations politiques et syndicales. L'occupation remet en cause, en pratique, la propriété privée bourgeoise. La Révolution russe et l'expropriation des capitalistes ne sont pas loin, 19 ans à peine. Les patrons en ont clairement conscience quand le gouvernement leur demande s'il faut évacuer par la force : « *surtout pas... cela interdira peut-être que nous reprenions la direction de nos usines* »⁷.

La peur de Blum et du patronat

Blum installe son gouvernement le 4 juin. Depuis le début de la vague gréviste, il a multiplié les déclarations rassurantes : « *il n'y aura pas vacance de la légalité* »⁸. Salengro, son ministre de l'intérieur, déclare la veille de son entrée en fonction : « *entre l'ordre et l'anarchie, je maintiendrai l'ordre envers et contre tous* ».

La décrue escomptée avec l'installation du gouvernement n'a pas lieu. Les premières journées de juin voient une nouvelle extension de la lutte, tout le pays est bloqué. La CGT est elle-même dépassée : ce mouvement se fait sans sa direction.

La peur de tout perdre pousse le patronat à faire appel au gouvernement pour négocier des accords collectifs, les « accords Matignon », signés avec la CGT le 7 juin. Ils reconnaissent les contrats collectifs de travail et limitent les augmentations de salaires à 12 % ! (article 4). Le dernier article demande aux travailleurs de décider la reprise du travail.

En fait, les accords Matignon ne passent pas. Les militants syndicaux se font chahuter. « *Les prolétaires veulent 'aider' le gouvernement, mais à leur façon, à la façon prolétarienne* »⁹... et le mouvement s'élargit encore. Le 11 juin, il y a plus de deux millions de grévistes.

Blum fait voter en catastrophe les fameuses lois sociales sur les congés payés, les 40 heures, la reconnaissance des délégués syndicaux. Le 14, la manifestation prévue à Paris pour fêter la victoire électorale est annulée, Blum a peur que la classe ouvrière regroupe davantage ses forces.

Lors de son procès à Riom, par le régime de Pétain, Blum s'expliquera : « *La contrepartie (des accords), c'était l'évacuation des usines ; les représentants de la CGT ont dit aux représentants du patronat : 'Nous nous engageons à faire ce que nous pourrons, mais nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler.'* ».

Ce calcul de la direction de la CGT se réalisera. Mais il faudra que le PC mette tout son poids, Thorez multipliant les « *il faut savoir terminer une grève* ». Alors que l'enjeu de la lutte de classe en France était bien socialisme ou barbarie, la révolution ouvrière pour mettre un coup d'arrêt au fascisme et à la montée vers la guerre mondiale, le seul parti important qui incarnait la révolution appelle à la reprise : les travailleurs sont désarmés, sans perspective. Si ce n'est de grossir les rangs du PC et de la CGT : le PC passant de 81 000 adhérents en 1935 à 328 000 en 1938, la CGT atteignant elle les 4,5 millions de syndiqués en 1937.

⁷ Raconté dans une séance au Sénat, le 7 juillet 1936

⁸ et citations suivantes, Jacques Danos et Marcel Gibelin, *Juin 1936*

⁹ Léon Trotsky, *La révolution française a commencé* (9 juin 1936)

Le mythe de la victoire... pour cacher la défaite

Loin de ce qu'on nous présente aujourd'hui comme une victoire légère et insouciante, bals musettes et premiers congés payés, la politique de Front populaire a représenté une impasse et un échec pour le prolétariat du monde, qui sera suivie par la défaite en Espagne, avec la « neutralité » de Blum.

La SFIO confirme ainsi son rôle de défenseur des intérêts de la bourgeoisie dans les rangs de la classe ouvrière, ce que Ségolène Royal appelle aujourd'hui « *le bon deal entre capital et travail* »¹⁰.

Le PC bascule sans retour. Pour la première fois, il réconcilie « *le drapeau tricolore de nos pères et le drapeau rouge de nos espérances* »¹¹. Cette négation des intérêts de la classe ouvrière est le produit de la signature du pacte Laval-Staline (mai 1935), de défenses réciproques entre la bourgeoisie française et l'URSS bureaucratisée, face à la menace d'Hitler. La lutte de classes est ramenée à la défense de la République.

Si pour Trotsky, en 1936, « *la révolution a commencé* », il n'y a malheureusement ni parti, ni direction, ni programme révolutionnaires. Même si des travailleurs et des militants révolutionnaires ont mis en place des réseaux d'assemblées d'usine, comme autour de l'usine Hotchkiss à Levallois, la grève à une échelle de masse est restée sans « *débouché politique* » dirait-on aujourd'hui.

Le patronat l'a bien compris. Pour lui qui n'a pas désarmé, la voix est libre pour reprendre l'offensive.

Le 16 mars 1937, la police dirigée par ce gouvernement de gauche réprime une manifestation ouvrière contre un meeting fasciste à Clichy faisant 6 morts et près de 500 blessés. Dans les mois qui suivent, tous les acquis sont repris un par un : retour de la semaine de 48 heures en novembre 1938, répression contre les grèves. Jouhaux, soutenu par Blum et Thorez, n'appelle qu'à une grève « *les bras croisés ... pour 24 heures seulement... sans occupation, sans manifestation, sans réunion* ». Suivie par plus de deux millions de salariés, elle est durement réprimée, avec des milliers de licenciements.

En 1937, les radicaux font chuter le gouvernement Blum et redeviendront le pivot des gouvernements jusqu'en 1940. En 1938, ils signent un nouveau pacte avec Hitler à Munich, tournant le dos à Staline. Le gouvernement du radical Daladier, avec des ministres de droite, recevra les suffrages des députés communistes. Cette même chambre du Front populaire interdira le PC en 1939 et votera les pleins pouvoirs à Pétain.

Cette suite du Front populaire, le retour du balancier, peu d'articles l'ont racontée, la palme revenant sans doute à celui de Malberg et Martelli qui n'évoque même pas la fin de la grève, préférant revenir à des odies douteuses : « *La jeune direction communiste, incarnée par son secrétaire général, Maurice Thorez, est à l'apogée de sa créativité et de sa capacité d'initiative.* »¹² En effet !

* * * * *

Cette expérience des travailleurs en mai et juin 1936, malgré la défaite, nous est fort utile aujourd'hui car elle est la cruelle démonstration que si les travailleurs ne se donnent pas les moyens de faire valoir leur droit, de peser, de postuler au pouvoir, pour abandonner leurs intérêts à un gouvernement restant dans le cadre des institutions, respectant la propriété privée, la bourgeoisie garde en main tous les outils de sa domination, à commencer par l'Etat. Et elle saura, le moment venu, faire payer leur hésitation à ceux qui auront osé la défier.

Quand le directeur de *l'Humanité* écrit « *En ce mois de mai (2006), il flotte sur la France qui se mobilise un parfum, une envie de Front populaire. ... C'est la combinaison de l'action d'une majorité parlementaire de gauche, d'un gouvernement de gauche, mandaté pour changer les choses, en osmose avec une mobilisation syndicale et sociale qui peut permettre de réussir* »¹³, le seul débouché politique qu'il propose, c'est un bon gouvernement dans le cadre de ce système. Encore et à nouveau ce mauvais lyrisme pour annoncer les défaites à venir...

Le monde du travail doit toujours préserver son indépendance des institutions et des partis qui les servent derrière lesquels se profile la main de la bourgeoisie. Sa boussole doit être de mener sa propre politique en toute indépendance, se donner ses propres formes d'organisation, partis, syndicats, comités ou assemblées,

¹⁰ interview dans *Les Echos* (18 mai 2006)

¹¹ Maurice Thorez, (avril 1936)

¹² *La victoire*, dans *L'Humanité* (3 mai 2006)

¹³ Patrick Le Hyaric *Trois mois qui ont changé nos vies*, dans *l'Humanité* (3 mai 2006)

pour postuler à diriger lui-même la société, telle est pour nous la leçon de la défaite de 1936.

Il n'y a pas de deal possible entre le capital et le travail.

Sylvie Belair et Franck Coleman



Discussion autour du manifeste :

Critiquer la marchandisation du monde, c'est faire la critique du salariat

De toute part, les contradictions d'un monde soumis au libéralisme impérialiste explosent et se transforment en catastrophes. La « *marchandisation du monde* », cette fuite en avant des grands groupes industriels et financiers vers toujours plus de profits, apparaît de plus en plus clairement comme étant au centre de toutes les contradictions, la cause première de la puissance destructrice de la mondialisation libérale et impérialiste.

La dénonciation de cette marchandisation est un des points centraux du débat politique actuel, et particulièrement de la discussion autour du manifeste. La marchandisation du monde est-elle le fait d'un capitalisme devenu « sauvage », inhumain, parce que soumis aux dictats du libéralisme ? Peut-on imaginer une autre mondialisation, sur la base d'une économie de marché régulée, débarrassée de l'injustice des échanges ? La dictature des grands groupes capitalistes sur l'ensemble de la vie politique et économique s'accompagne d'un pillage à grande échelle des ressources. Le décalage toujours plus grand entre la richesse d'une poignée de grands capitalistes et la misère qui s'étend et s'aggrave pour l'ensemble de l'humanité est-elle le résultat de ce vol, que permet la propriété privée des moyens de production et d'échange ? Ou bien est-ce la logique même du rapport d'exploitation qui définit le capitalisme, le salariat ? Et, en conséquence, y a-t-il d'autre solution que de prendre le mal à la racine ?

Ce texte souhaite contribuer au débat, en partant de ce qui fonde le capitalisme, les rapports sociaux, le salariat.

Capital ou travail, qui crée les richesses ?

Les capitalistes, c'est bien connu, font leurs profits en dormant. Mais ils ne doivent pas ce miracle à une vertu particulière des capitaux qu'ils investissent. Un capital n'a aucun moyen de se développer de lui-même, il faut pour cela, qu'il soit investi dans un processus de production.

Au sein d'une entreprise, qu'elle produise des biens ou des services, des produits de consommation courante ou des biens d'équipement, les capitaux investis dans les installations, les matières premières, l'énergie nécessaire à la production et les salaires ne peuvent s'accroître qu'à deux conditions : qu'une valeur nouvelle ait été ajoutée au cours du processus de production et que le produit de ce processus de production, devenu marchandise, trouve acquéreur. C'est la différence entre la part de capital investie au début de cycle de production et l'argent récupéré par le capitaliste par la vente de la marchandise qui constitue le profit, accroissement de valeur généré par le processus de production lui-même, et qui ne peut venir que du travail des salariés.

La capacité de travail, manuel ou intellectuel, des salariés, leur « *force de travail* » comme disait Marx, est achetée par les capitalistes en échange d'un salaire. Ce salaire, sauf exceptions, est à peine suffisant pour vivre. Et encore, pour beaucoup, à condition de se priver, de n'acheter que l'indispensable. Il permet de vivre, d'élever ses enfants, de récupérer des forces pour être en mesure de retourner au travail le lendemain. En résumé, d'entretenir et de renouveler la force de travail. Le salaire représente la valeur de cette force de travail, transformée en marchandise.

En achetant à ses employés leur force de travail en échange d'un salaire, le capitaliste acquiert le droit, tout à fait légal, d'utiliser cette force de travail comme il le veut pendant une durée de travail spécifiée par le contrat, et la propriété de la totalité du produit qui en résulte.

Depuis longtemps, les progrès des techniques ont fait que les travailleurs dans leur ensemble produisent, collectivement, bien plus de valeur que ce qu'il leur faut pour vivre pendant le même temps.

Mais ils devront se contenter, en guise de paie, du minimum vital, tandis que les capitalistes empocheront la différence, la plus-value, valeur du « surtravail », du travail gratuit extorqué en toute légalité. Les profits capitalistes sont constitués par cette plus-value, écart entre les salaires payés et la valeur réellement créée au cours du processus de production.

Le salariat se présente comme un « *libre contrat de travail* » entre citoyens « *libres et égaux en droit* ». Derrière ce masque démocratique se cache le rapport d'exploitation qui fonde le capitalisme, le salariat, source des profits.

La force de travail, une marchandise, sur un marché mondialisé

Le rapport d'exploitation capitaliste fait de la force de travail une marchandise et fait de chaque travailleur salarié un « *prolétaire* », qui « *n'a rien d'autre à vendre* », comme le disait Marx, *que sa force de travail* ». La grande majorité de la population n'a pas d'autre choix, pour assurer sa subsistance, que de travailler, de « *trouver un travail* », en fait, de trouver un client, un capitaliste à qui vendre le seul bien qu'elle possède, sa force de travail, autrement dit, ses idées, sa culture, ses savoirs, son adresse, sa force musculaire. Ainsi, en plus d'être exploité, le prolétaire est condamné à être en concurrence avec ses frères de classe, sur le marché du travail, soumis à la hantise permanente du chômage.

Au grand avantage des patrons qui en profitent pour faire pression à la baisse sur les salaires. Car si le salaire représente la valeur de ce qui est nécessaire à entretenir et renouveler la force de travail, il est aussi directement opposé aux profits. La répartition entre la part des salaires et la part des profits dans les richesses produites par le travail est l'objet d'une lutte permanente entre les salariés et les patrons, elle est le fondement même de la lutte des classes.

Le recul des salaires sous la pression des patrons n'a pour limite que la résistance que la classe ouvrière, par sa solidarité de classe et ses luttes, est en mesure de leur opposer. Au début des années 1980, les patrons et les gouvernements des anciens pays industrialisés ont lancé leur offensive « libérale » contre les classes ouvrières. Profitant d'un rapport de force favorable, créé par la pression du chômage, par la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle internationale grâce à l'ouverture des frontières à la circulation des capitaux et des marchandises, la bourgeoisie des pays impérialistes s'est attelée à reprendre aux salariés les acquis sociaux que ces derniers avaient arrachés lors des périodes précédentes. Au fil de ces années, seule la résistance des travailleurs, malgré l'inertie des confédérations syndicales et la participation active des partis de gauche à l'offensive des patrons, a ralenti la mise en œuvre d'un programme qui n'a pas d'autre but que de réduire, sous toutes ses formes, la part des richesses produites revenant aux salaires, seule façon d'augmenter la plus-value, la part qui revient aux profits.

Ces attaques sur le terrain économique s'accompagnent de la lutte idéologique que mènent, en permanence, la bourgeoisie et ses représentants, et qui trouve son écho dans les partis de la gauche gouvernementale et les syndicats. Patrons présentés comme ceux qui « *prennent les risques* », comme ceux « *qui procurent du travail aux ouvriers* », comme ceux qu'il faut « *aider à créer des emplois* » ; « *patriotisme économique* », « *intérêt national* », liberté de licencier présentée comme une condition pour pouvoir embaucher, la liste est longue des discours qui n'ont pas d'autre but que de masquer la réalité des rapports sociaux, de tenter de donner un semblant de justification à l'offensive de la bourgeoisie, d'inciter la classe ouvrière à la résignation, à l'acceptation de « *lois économiques* » présentées comme inéluctables et auxquelles nous serions condamnés à nous soumettre.

Mais la réalité des rapports sociaux apparaît de plus en plus clairement. Une minorité de parasites, s'appuyant sur le pouvoir des Etats à leur service, impose sa loi à la grande majorité, exploitant les uns, réduisant des millions d'autres, gigantesque « *armée industrielle de réserve* », au chômage, à la misère. La réalité des rapports sociaux, c'est une société divisée en deux classes antagoniques aux intérêts inconciliables, parce que basés sur un rapport d'exploitation.

Une « insatiable soif de profits », inhérente au capitalisme lui-même

Pour récupérer leur mise et empocher leurs profits, les capitalistes doivent vendre leurs marchandises. Ils sont en concurrence sur un marché forcément limité. Pour l'emporter sur cette concurrence, il faut baisser les prix, c'est-à-dire, pour maintenir les profits, baisser les coûts de production de la marchandise, particulièrement le « *coût du travail* », autrement dit des salaires.

Pour cela, ils usent de tous les moyens en leur pouvoir pour obtenir plus de travail avec moins de salaire : augmenter les cadences, la flexibilité, baisser les salaires, etc. Mais cette solution a des limites, se heurte à la résistance des salariés, et une autre solution s'impose : augmenter la productivité du travail, par la modernisation des équipements. Le produit fabriqué demandant moins de travail, sa valeur est inférieure au même produit fabriqué avec des équipements moins productifs, il devient capable de gagner des parts de marché, et même de procurer, pour un temps, un surprofit au capitaliste. Les autres capitalistes, pour éviter la ruine, n'ont pas d'autre solution que de moderniser leur propre outil de production, ou de retirer leurs capitaux pour les placer ailleurs.

Cette course en avant vers toujours plus de productivité, en même temps qu'elle baisse la valeur des marchandises, baisse la part relative des profits par rapport à la masse des capitaux investis, contrignant la bourgeoisie à chercher en permanence de nouveaux terrains d'investissement et à poursuivre son combat pour la baisse des salaires. Cercle vicieux qui se nourrit et alimente des contradictions qui ne peuvent se résoudre que par des crises, la destruction massive de forces productives matérielles et humaines.

La lutte de classes permanente que mènent les patrons contre les salariés pour réaliser le maximum de plus-value, la course à la productivité et l'expansionnisme du capitalisme qui l'accompagnent inéluctablement, constituent le soubassement de toute la vie sociale et politique entièrement conditionnée par la lutte pour le partage des richesses.

La mondialisation, c'est d'abord et avant tout la mondialisation du rapport d'exploitation salarié

Ces 25 dernières années, les multinationales, à la recherche d'investissements productifs pour leurs capitaux, ont démultiplié le nombre de filiales, implantant des entreprises de production dans des parties du monde qui en étaient jusqu'alors dépourvues, profitant d'une main d'œuvre extrêmement bon marché. L'ampleur des profits ainsi réalisés a accéléré le phénomène, au point que des pays pauvres, comme l'Inde ou la Chine, ont connu en quelques années un développement extrêmement important. La Chine est devenue « l'usine du monde », premier exportateur de produits manufacturés. Ce développement arrache des millions de paysans à leurs terres pour en faire de nouveaux prolétaires, provoquant l'exode vers les bidonvilles des grandes métropoles de millions d'être humains à la recherche d'un travail salarié.

C'est là que réside la nature profonde de la mondialisation libérale et impérialiste, sa véritable raison d'être : une prolétarisation mondialisée par la ruine de la paysannerie et des petits producteurs. Elle donne la possibilité, aux grands groupes industriels et financiers internationaux, de disposer de millions de nouveaux salariés à exploiter, à qui extorquer de la plus-value, à des taux d'autant plus élevés que les salaires sont extrêmement bas. Cette expansion considérable et extrêmement rapide de l'exploitation capitaliste a contribué à soumettre l'ensemble de la planète au cortège de contradictions qui lui sont inhérents. Loin de s'atténuer, ces contradictions s'exacerbent, se transforment en catastrophes humanitaires, écologiques, en misère, en guerres pour le contrôle des sources d'approvisionnement en matières premières et en énergie, sans lesquelles les mécanismes de production de la plus-value ne tourneraient pas. Les saccages de la mondialisation ne sont autres que le produit du capitalisme, étendues à l'ensemble du monde.

La « marchandisation du monde » n'est pas le fait d'un changement de nature du capitalisme, qui serait devenu « sauvage », inhumain, parce que soumis aux dictats « libéraux » des grands groupes financiers. Elle trouve sa cause première dans les fondements même du capitalisme, des rapports sociaux reposant sur l'exploitation salariée.

Le capitalisme n'est pas amendable, l'économie de marché ne peut pas être régulée, les échanges ne peuvent pas devenir « équitables » tant que le premier des échanges entre les hommes, celui de leur travail, est l'objet d'une extorsion permanente, qui constitue la base même de la violence sociale.

Eric Lemel

↑

**N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler *débatmilitant*. Merci.**